

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
Cedex 09
12000 Rodez

Rodez, le 28/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOUD ETAIN ET DERIVES

Avenue Jean Jaures
12110 Viviez

Références : 12-CRARC-2024-41
Code AIOT : 0006804071

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement SOUD ETAIN ET DERIVES implanté Z.A du Bourg 12110 Viviez. L'inspection a été annoncée le 26/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée suite à l'arrêté de mise en demeure en date du 21 avril 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUD ETAIN ET DERIVES
- Z.A du Bourg 12110 Viviez
- Code AIOT : 0006804071

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOUD'ETAIN et Dérivés (7 employés) exerce une activité de fusion de métaux non ferreux réalisée au moyen de fours fonctionnant au gaz naturel pour la fabrication d'anodes ou de produits moulés à partir de métaux reçus en lingots (zinc et aluminium), et pour la fabrication de lingots d'étain (fonte de déchets de feuilles d'étain souillées provenant de la fabrication des fromages de « Roquefort »).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Hauteur de la cheminée	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Fréquence surveillance rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 05/06/2012, article Annexe Art.1.12	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Respect des VLE des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 05/06/2012, article Annexe Art.1.9	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Respect des VLE des flux de polluants rejetés	AP Complémentaire du 05/06/2012, article Annexe Art.1.11	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Surveillance des zones à atmosphère explosible	AP Complémentaire du 05/06/2012, article Art. 5.2.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 03/06/2004, article Art. 7.6.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Prévention du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Prévention du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des points de la mise en demeure du 21 avril 2023 peuvent être levés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Hauteur de la cheminée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur de la cheminée
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 21/04/2024
Prescription contrôlée : <p>La hauteur de la cheminée ne peut être inférieure à 10 m.</p>
Constats : <p>Suite à l'inspection du 10 mars 2023, l'exploitant a vérifié que contrairement à ce qu'il avait annoncé, le rejet du four Aluminium a une cheminée en toiture du bâtiment (hauteur bâtiment de 8 m) dépassant la toiture de plus de 2 m, portant ainsi la hauteur du point de rejet à plus de 10 m. Cette cheminée, rajoutée après la construction de l'atelier, n'apparaissait pas sur les plans de l'exploitant.</p> <p>En ce qui concerne le four Zinc, l'exploitant a installé une cheminée en toiture pour atteindre une hauteur de rejet à 10 m.</p> <p>L'exploitant a fait parvenir des photographies de ces 2 cheminées.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Fréquence surveillance rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2012, article Annexe Art.1.12
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2023
Prescription contrôlée :

<p>Fréquence des mesures des émissions atmosphères</p> <p>Conduit atelier étain 1 fois par an : débit ; vitesse ; température ; humidité ; CO₂ ; O₂ ; H₂O ; Poussières ; NOX en équivalent NO₂ ; CO ; COVNM Tous les 3 ans : HCl ; Plomb ; Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn ; Cd + Hg + Tl ; As + Se + Te ; Dioxines furanes</p> <p>Conduit atelier anode four à bascule zinc Tous les 3 ans : débit ; vitesse ; température ; humidité ; CO₂ ; O₂ ; H₂O ; Poussières ; NOX en équivalent NO₂ ; CO ; Indium ; Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn ; Cd + Hg + Tl ; As + Se + Te</p> <p>Conduit atelier anode four à bascule aluminium Tous les 3 ans : débit ; vitesse ; température ; humidité ; CO₂ ; O₂ ; H₂O ; Poussières ; NOX en équivalent NO₂ ; CO ; Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn ; Cd + Hg + Tl ; As + Se + Te</p> <p>Les rapports d'analyses sont transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de l'APAVE du 12/12/2023 des analyses réalisées sur les 3 fours Aluminium, Zinc et Etain avec l'ensemble des paramètres à analyser prévus dans l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Respect des VLE des rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2012, article Annexe Art.1.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tableau des VLE (unité mg/Nm³)</p>

Conduit atelier Etain
SO₂ : 300 mg/Nm³
Poussières : 20 mg/Nm³
NO_x en équivalent NO₂ : 500 mg/Nm³
CO : 500 mg/Nm³
COVNM : 110 mg/Nm³
Pb : 1 mg/Nm³
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn : 5 mg/Nm³
Cd+Hg+Ti : 0,1 mg/Nm³
As+Se+Te : 1 mg/Nm³
Chlore gazeux total exprimé en HCl : 50 mg/Nm³
Dioxines et Furanes: 0,1 ng I-TEQ/Nm³

Conduit atelier anode, four à bascule Zinc
SO₂ : 300 mg/Nm³
Poussières : 25 mg/Nm³
NO_x en équivalent NO₂ : 500 mg/Nm³
CO : 500 mg/Nm³
COVNM : 110 mg/Nm³
Pb : 1 mg/Nm³
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn : 5 mg/Nm³
Cd+Hg+Ti : 0,1 mg/Nm³
As+Se+Te : 1 mg/Nm³
Chlore gazeux total exprimé en HCl : 50 mg/Nm³
Dioxines et Furanes: 0,1 ng I-TEQ/Nm³

Conduit atelier anode, four à bascule Aluminium
SO₂ : 300 mg/Nm³
Poussières : 25 mg/Nm³
NO_x en équivalent NO₂ : 500 mg/Nm³
CO : 500 mg/Nm³
COVNM : 110 mg/Nm³
Pb : 1 mg/Nm³
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn : 5 mg/Nm³
Cd+Hg+Ti : 0,1 mg/Nm³
As+Se+Te : 1 mg/Nm³
Chlore gazeux total exprimé en HCl : 50 mg/Nm³
Dioxines et Furanes: 0,1 ng I-TEQ/Nm³

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de l'APAVE du 12/12/2023 des analyses réalisées sur les 3 fours Aluminium, Zinc et Etain avec l'ensemble des paramètres à analyser prévus dans l'arrêté préfectoral.
Les VLE sont respectées sur l'ensemble de ces paramètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Respect des VLE des flux de polluants rejetés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2012, article Annexe Art.1.11
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tableau des VLE</p> <p>Conduit atelier Etain</p> <p>SO₂ : 1500 g/h ; 12 000 g/j ; 3000 kg/an</p> <p>Poussières : 100 g/h ; 800 g/j ; 200 kg/an</p> <p>NO_x en équivalent NO₂ : 2500 g/h ; 20 000 g/j ; 5 000 kg/an</p> <p>CO : 2500 g/h ; 20 000 g/j ; 5 000 kg/an</p> <p>COVNM : 550 g/h ; 4 400 g/j ; 1 100 kg/an</p> <p>Pb : 5 g/h ; 40 g/j ; 10 kg/an</p> <p>Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn : 25 g/h ; 200 g/j ; 50 kg/an</p> <p>Cd+Hg+Ti : 0,5 g/h ; 4 g/j ; 1 kg/an</p> <p>As+Se+te : 5 g/h ; 40 g/j ; 10 kg/an</p> <p>Chlore gazeux total exprimé en HCl : 250 g/h ; 2000 g/j ; 500 kg/an</p> <p>Dioxines et Furanes: 0,0005 g/h ; 0,004 g/j ; 0,001kg/an</p> <p>Conduit atelier anode, four à bascule Zinc</p> <p>SO₂ : 2400 g/h ; 58 000 g/j ; 20 000 kg/an</p> <p>Poussières : 200 g/h ; 4 800 g/j ; 1700 kg/an</p> <p>NO_x en équivalent NO₂ : 4000 g/h ; 96 000 g/j ; 33 000 kg/an</p> <p>CO : 4000 g/h ; 96 000 g/j ; 33 000 kg/an</p> <p>COVNM : 880 g/h ; 21 000 g/j ; 7300 kg/an</p> <p>Pb : 8 g/h ; 190 g/j ; 66 kg/an</p> <p>Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn : 40 g/h ; 960 g/j ; 330 kg/an</p> <p>Cd+Hg+Ti : 0,8 g/h ; 19 g/j ; 6,6 kg/an</p> <p>As+Se+te : 8 g/h ; 190 g/j ; 66 kg/an</p> <p>Chlore gazeux total exprimé en HCl : 400 g/h ; 9600 g/j ; 3300 kg/an</p> <p>Dioxines et Furanes: 0,0008 g/h ; 0,02 g/j ; 0,007 kg/an</p> <p>Conduit atelier anode, four à bascule Aluminium</p> <p>SO₂ : 150 g/h ; 3600 g/j ; 300 000 kg/an</p> <p>Poussières : 12,5 g/h ; 300 g/j ; 20 000 kg/an</p> <p>NO_x en équivalent NO₂ : 250 g/h ; 6 000 g/j ; 500 000 kg/an</p>

CO : 250 g/h ; 6 000 g/j ; 500 000 kg/an COVM : 55 g/h ; 1300 g/j ; 110 000 kg/an Pb : 0,5 g/h ; 12 g/j ; 1000 kg/an Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn : 2,5 g/h ; 60 g/j ; 5000kg/an Cd+Hg+Ti : 0,05 g/h ; 1,2 g/j ; 100 kg/an As+Se+Te : 0,5 g/h ; 12 g/j ; 1000kg/an Chlore gazeux total exprimé en HCl : 25 g/h ; 600 g/j ; 50 000 kg/an Dioxines et Furanes: 0,00005 g/h ; 0,0012 g/j ; 0,1 kg/an
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de l'APAVE du 12/12/2023 des analyses réalisées sur les 3 fours Aluminium, Zinc et Etain avec l'ensemble des paramètres à analyser prévus dans l'arrêté préfectoral. Les VLE des flux sont respectées sur l'ensemble de ces paramètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Surveillance des zones à atmosphère explosible

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2012, article Art. 5.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2023
Prescription contrôlée : Des dispositifs de surveillance des zones à atmosphère explosible telles stipulées à l'article 7.3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2004 déclenchent une alarme en cas de dépassement des seuils de danger préétablis par l'exploitant. [...] Ils sont contrôlés régulièrement
Constats : L'exploitant a présenté la facture émanant de la société Fauché Maintenance en date du 02/11/2023 pour la "maintenance détection gaz". Par ailleurs, l'exploitant a présenté le compte-rendu d'intervention de la société Fauché Maintenance en date du 19/04/2024 pour la "remise en état de la détection gaz".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2004, article Art. 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2023
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] d'un système de détection automatique d'incendie relié à un dispositif d'alarme
Constats : L'inspection a visualisé la centrale de détection incendie et plusieurs détecteurs installés au sein de l'atelier. De plus, l'exploitant a présenté les éléments suivants: - Facture « Pose du matériel de sécurité incendie » du 10/11/2023 de l'entreprise ACTM ; - Facture « Maintenance, SAV et déplacement pour le matériel incendie, Visite annuelle de maintenance » du 03/11/2023 de l'entreprise ACTM.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Prévention du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/03/2023

<ul style="list-style-type: none"> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2023
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a procédé à une mise en conformité de son installation de protection contre la foudre (visualisation par l'inspection de l'offre commerciale de Fauché Maintenance du 08/09/23). Par ailleurs, l'exploitant a présenté le rapport « Vérification complète des installations de protection foudre » rédigé suite à l'intervention du 21/11/2023 du Bureau Veritas. Ce rapport conclut à un avis général de la structure jugé « Satisfaisant ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Prévention du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 21/04/2024
Prescription contrôlée : Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer [...] que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.
Constats : L'exploitant a procédé à une mise en conformité de son installation de protection contre la foudre (visualisation par l'inspection de l'offre commerciale de Fauché Maintenance du 08/09/23). Par la suite, l'exploitant a fait vérifier cette nouvelle installation. Ainsi, l'exploitant a présenté le rapport « Vérification complète des installations de protection foudre » rédigé suite à l'intervention du 21/11/2023 de Bureau Veritas. Ce rapport conclut à un

foudre » rédigé suite à l'intervention du 21/11/2023 de Bureau Veritas. Ce rapport conclut à un avis général de la structure jugé « Satisfaisant ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure